

DECLARATION DE LA COMMISSION EXECUTIVE CONFEDERALE

La Commission Exécutive de FORCE OUVRIERE dénonce les propos du Premier ministre qui, face à un projet de loi multi minoritaire (contesté par 60% de syndicats représentatifs et imposé au 49.3 en première lecture à l'Assemblée Nationale), refuse tout dialogue social.

En surfant sur des violences inacceptables que FORCE OUVRIERE a toujours fermement condamnées, en accusant les syndicats et en menaçant d'interdire les manifestations, le Premier Ministre manque de sang-froid et de responsabilité.

Depuis plusieurs mois FORCE OUVRIERE met, en particulier, l'accent sur les points les plus dangereux du projet de loi dont l'inversion de la hiérarchie des normes qu'elle n'acceptera jamais.

La Commission Exécutive appelle les pouvoirs publics à se ressaisir et, plutôt qu'invoquer le dialogue social, à pratiquer sérieusement et concrètement la concertation indispensable dans une démocratie. FORCE OUVRIERE a déposé des propositions précises.

D'ores et déjà la Commission Exécutive de FORCE OUVRIERE prévient que s'il prenait l'idée au gouvernement de passer en force à l'Assemblée Nationale en juillet avec le 49.3, elle ne lâcherait pas, y compris à la rentrée.

Adoptée à l'unanimité

Paris, le 16 juin 2016